



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

Edinburgh Research Explorer

De l'ordre moral à l'ordre social

Citation for published version:

Cheikh, M 2017, 'De l'ordre moral à l'ordre social: L'application des lois pénalisant la sexualité prémaritale selon des lignes de classe', *L'Année du Maghreb*, vol. 17, pp. 49-67.
<<http://anneemaghreb.revues.org/3166#quotation>>

Link:

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Published In:

L'Année du Maghreb

General rights

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact openaccess@ed.ac.uk providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.





This publication has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 753562

De l'ordre moral à l'ordre social

L'application des lois pénalisant la sexualité prémaritale selon des lignes de classe

Mérim Cheikh*

Depuis le début de la décennie 2010, une série d'affaires de mœurs défraie régulièrement la chronique au Maroc. Elle soulève des débats nationaux houleux voire même, en raison de la considérable caisse à résonance que constituent désormais les réseaux sociaux, des manifestations de rue. Dans ces affaires qui abordent tour à tour la prostitution, l'homosexualité (masculine et féminine) ou l'hétérosexualité hors mariage, est mis en cause le code pénal et notamment la section portant sur l'attentat à la pudeur, en contradiction avec les dispositions légales, constitutionnelles, garantissant les libertés individuelles. Leur multiplicité laisse penser à une hyper moralisation de la société conduisant à un régime soutenu d'arrestation. Or, si ces scandales à répétition ont lieu c'est bien parce que le pays traverse une transformation de son éthique sexuelle, qui peine à être dite (Cheikh, 2014), et ce en dépit d'un affrontement de plus en plus polarisé entre des idéologies progressistes – en perte de vitesse¹ – et des conservatismes montant. C'est en effet lorsque l'on assiste à la banalisation d'une pratique illégale que les revendications pour sa dépénalisation s'intensifient.

Cette lutte, dont nous ne pouvons dans l'espace imparti tracer l'histoire et qui s'enracine dans des pratiques militantes et littéraires et des productions sociologiques dès les années 1970 (Mernissi, 1979 ; Revue Lamalif : Daoud, 2007 ; Naamane-Guessous, 1992 ; Dialmy, 1988 ; Zaganiaris, 2013), dénonce l'iniquité qui fonde le statut personnel ainsi que certaines dispositions légales qui touchent l'ensemble des Marocaines. Elle crée, toutefois, l'illusion que toutes les femmes marocaines sont en toute égalité sujettes aux mêmes traitements iniques à l'heure de moraliser les comportements et de rappeler l'ordre moral. Or, nous allons le voir, si les dispositions légales demeurent en effet les mêmes pour les Marocaines, leur modalité d'application laisse apparaître une différenciation. Autrement dit, l'introduction d'un discours sur la sexualité en termes de droits a

* Marie Sklodowska-Curie Postdoctoral Fellow, Université d'Edimbourg – Islamic and Middle Eastern Studies Department (IMES).

1. Sur le déclin électoral de la gauche marocaine et notamment du parti USFP voir : Allal, 2009 et El Maslouhi, 2009.

favorisé une approche pragmatique de la sexualité par les pouvoirs publics qui éclaire sur la dimension non pas morale mais sociale de la criminalisation des mauvaises mœurs. C'est en tout cas, ce sur quoi s'est attardée l'étude entreprise entre 2007 et 2014 sur la prostitution à Tanger, et plus particulièrement le volet consacré à la criminalisation de la prostitution (Cheikh, 2015). En analysant la réception par les autorités publiques des pratiques culturelles des jeunes femmes qui se prostituent, c'est-à-dire en m'intéressant à la compréhension que la police se fait de la dimension festive que les actrices de l'étude prêtent à leur activité sans en nier l'aspect professionnel, il est apparu que la prohibition légale des relations sexuelles hors-mariage tend à n'être concrètement mise en œuvre qu'à l'encontre de filles² aux profils variés (mais toutes issues des classes précaires), que la police fait entrer, sans s'embarrasser du préjudice porté à celles qui ne pratiquent pas la prostitution (ou le « sortir » pour reprendre l'expression utilisée par les actrices de cette recherche), dans la catégorie homogène de « prostituées ».

En d'autres termes, l'application des lois pénalisant la sexualité hors mariage (la prostitution avant d'être considérée comme telle est d'abord considérée comme une pratique sexuelle hors mariage) tend à ne concerner non pas l'ensemble des Marocaines mais celles définies a priori comme « prostituées » et regroupées, par les tenants de la loi et de la morale publique, dans une catégorie qu'ils définissent non pas en termes de pratiques sexuelles mais d'abord en termes d'appartenance sociale. Cette modalité de l'action policière a pour effet de renforcer une distinction de fait entre bonnes et mauvaises féminités qui ne correspond plus aux oppositions morales entre vierges et non-vierges, ou aux distinctions locales entre « filles de maison » (*bent dâr*) et « filles de rues » (*bent zanqa*), mais entre pratiques légitimes et illégitimes de l'intimité hors-mariage et du divertissement nocturne. La légitimité ou l'illégitimité de ces pratiques étant largement corrélée au statut social des filles concernées, le traitement différencié des illégalismes³ (Foucault, 2001) sexuels s'apparente donc au maintien d'un ordre social sous couvert de préservation de l'ordre moral. Cette distinction des mises à l'ordre est d'autant plus difficile à mettre en lumière dans le contexte de lutte idéologique précité.

S'agissant des sources, cet article s'appuie avant tout sur un travail ethnographique auprès de filles qui sortent dont j'ai suivi les trajectoires d'engagement et de désengagement de la prostitution et étudié les aspects de leur production d'une culture sexuelle juvénile locale. Au cours de cette enquête, j'ai observé leurs interactions avec la police et tenté de les rapporter à une analyse plus large des modalités de l'action policière au niveau local et national. J'ai, par conséquent, élargi le volet policier de mon enquête à une collecte d'informations statistiques sur les affaires de mœurs au cours des années 2000-2015, un passage en revue de *Police Magazine*, une publication lancée en

2. L'utilisation du mot fille est synonyme de celui de jeunes femmes et fait référence à l'usage en arabe du terme « *bent* » que font les actrices pour se définir sans pour autant s'infantiliser.

3. « Illégalisme » fait référence aux pratiques illégales qui se produisent dans un espace social qui jouit d'une marge d'impunité. C'est un espace de tolérance résultant soit de l'incapacité du pouvoir de réprimer les auteurs de crimes, soit d'un « consentement muet » destiné à préserver l'ordre social. La réglementation des illégalismes est donc liée au fonctionnement du pouvoir qui, pour se perpétuer, doit nécessairement fournir des espaces où la loi peut être ignorée ou violée (Fischer et Spire, 2009).

2005 par la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) et un entretien avec la brigade des mœurs.

Enfin, parce qu'elle reflète, tout autant qu'elle participe à la définir, la frontière entre les comportements moralement acceptables et ceux qui ne le sont pas et participe de cette substitution de l'ordre social à l'ordre moral, une revue de la presse locale tangéroise depuis les années 1990 vient appuyer l'objectif de cet article. Le choix d'inclure la décennie 1990 tient au fait que c'est dans le contenu journalistique de cette décennie que se manifeste très clairement ce besoin de distinction morale des comportements. En effet, durant la décennie 2000, lors de laquelle prend place cette ethnographie, l'appel à une demande de travail de distinction n'apparaît plus et le discours sur les affaires de mœurs concernent uniquement la dénonciation soutenue des déviances féminines des classes populaires.

Régulation des mœurs, libertés individuelles et droits sexuels

L'action policière en matière de mœurs et, plus spécifiquement, de lutte contre la prostitution, se fonde sur deux sections du code pénal formant le chapitre VIII, intitulé « Des crimes et délits contre l'ordre des familles et la moralité publique » : la section VI intitulée « Des attentats aux mœurs » (articles 483 à 496) et la section VII, dont le titre « De la corruption de la jeunesse et de la prostitution » associe le problème des mœurs juvéniles à celui de la prostitution (articles 497 à 504).

En vertu de l'article 490 du code pénal marocain, toute personne entretenant des relations sexuelles hors mariage est condamnable. Pourtant, eu égard à l'évolution des mœurs au Maroc et bien que la campagne actuelle pour l'abolition de cet article puisse laisser penser le contraire⁴, cet article de loi est constamment violé (Amzazi, 2013) sans que les forces de l'ordre cherchent à l'appliquer de manière stricte. Les arrestations de couples non-mariés en dehors du contexte prostitutionnel ont en effet décliné dès la fin des années 1990. Dans son influent commentaire du code pénal marocain publié en 1990, Adolf Ruolt constate déjà que si l'article 490 est « d'une application facile lorsqu'il s'agit de réprimer la prostitution, [il] est d'une interprétation plus délicate lorsque les co-auteurs sont des personnes majeures et qui peuvent estimer être libres de disposer d'elles-mêmes » (Ruolt, 1990). Ainsi, en 1994, la presse qui se fait de plus en plus l'écho des débats qui ont lieu à propos des libertés individuelles, aux niveaux international et national, offre de temps en

4. Les luttes pour l'abrogation des articles portant sur les attentats aux mœurs se sont notamment réactivées et intensifiées après la réforme constitutionnelle de 2011 ainsi qu'au moment des débats sur la réforme du code pénal adoptée en juin 2016. Parmi les campagnes, on peut citer « Love is not a crime – al-hub layssa jarîma » à l'initiative du collectif Aswat pour la lutte contre la discrimination fondée sur la sexualité et le genre. Citons également les associations Adala et AMDH qui, depuis 2012, ont réouvert le débat sur la dépénalisation. « Love is not a crime : des Marocains se lèvent pour la dépénalisation de l'homosexualité », *Bladi.net*, 19 mai 2015 : <http://www.bladi.net/love-is-not-a-crime,42019.html> ; Leïla Ouazry, « Liberté sexuelle : une polémique de plus ! », *la Nouvelle Tribune*, 12 juillet 2012 : <http://lnt.ma/liberte-sexuelle-une-polemique-de-plus/>

temps pour mieux défendre les libertés intimes hétérosexuelles une lecture juridique commentée du code pénal :

En réalité, l'acte obscène n'est pas défini. Il est laissé à l'appréciation des juges. D'évidence, il est contraire à la moralité publique. La gamme est donc assez large. La sanction variera en fonction de la sensibilité du juge répressif aux valeurs morales. L'outrage à la pudeur peut revêtir la forme du délit de « Zina » (fornication), réprimé par l'Art. 490 du Code Pénal. Ce texte est d'une application difficile en cas de consentement mutuel des deux parties. M. Ruolt ne manque pas d'ailleurs de le relever en soulignant qu'il est « d'une interprétation plus délicate lorsque les co-auteurs sont des personnes majeures et qui peuvent estimer être libres de disposer d'elles-mêmes »⁵.

Cette réserve quant à un principe juridique perçu comme entrant potentiellement en conflit avec les libertés individuelles s'exprime de plus en plus librement au cours des dernières décennies en raison de deux facteurs : d'une part, l'affermissement de la société civile marocaine, et avec elle d'un discours public sur les libertés individuelles, dans le contexte notamment des débats enclenchés dans les années 1980 sur la révision de la Moudawwana (Buskens, 2013 ; Cavatorta et Dalmasso, 2009) ; d'autre part, un contexte de généralisation des intimités hors mariage et des sorties festives mixtes. Il est aujourd'hui acquis de fait, même si pas de droit, que des Marocains puissent sortir le soir en couple, se rendre dans des établissements de nuit, faire la fête et rentrer chez eux sans être inquiétés ou, s'ils sont arrêtés, en étant relâchés après vérification par les agents que la fille n'est pas une prostituée ni l'homme un client. Le renouveau économique s'appuyant largement sur le développement d'une économie du divertissement notamment nocturne renforce l'intérêt des pouvoirs publics à laisser se constituer des publics mixtes occupant la nuit les espaces semi-publics (discothèques, bars, cafés). L'évolution des mœurs induite par l'essor économique (Cheikh, 2015 et 2014) a en effet conduit à une situation où l'attentat à la pudeur est de manière croissante assimilé à la seule prostitution. Dans ce contexte, on attend de la répression policière qu'elle combatte énergiquement la prostitution tout en épargnant les « bonnes filles » qui s'amusent. La définition par les agents de police de ce qui constitue un attentat à la pudeur devient donc sujette à des changements à travers le temps en fonction des évolutions sociétales.

À Tanger, l'existence de ce souci de distinction entre « bons » et « mauvais » divertissements nocturnes fait son apparition dès le début des années 1990 tel qu'on le voit illustré par les réactions hostiles de la presse locale à la politique jugée excessivement moralisatrice du nouveau commissaire Miloud Hamdouchi, en fonction entre 1992 et 1993. C'est au moment de ce bras de fer entre une presse locale qui prend la défense du droit à l'amusement et une police zélé qui entend mettre en place la politique de lutte contre la corruption que lance le roi Hassan II,⁶ que la nécessité de distinction entre les femmes et

5. « Prostitution : La sévérité des textes contraste avec l'état des mœurs », *L'Economiste*, 17 février 1994.

6. Le point d'orgue de cette politique anti-corruption notamment des mœurs a lieu au moment de la célèbre « affaire Tabit », commissaire casablançais condamné à mort pour le viol d'une centaine de filles et l'enregistrement d'orgies auxquelles étaient contraintes ses victimes. Sur

leurs pratiques sur des lignes de classe apparaît. Le commissaire Hamdouchi, que les Tangérois se remémorent sous le surnom de « Colombo » en raison de sa volonté d'éradiquer le crime et la corruption dans tous les milieux, y compris la police, mène des campagnes d'arrestations sans précédent contre les prostituées et leurs clients, suscitant d'abord l'approbation de cette presse locale :

L'arrivée du Justicier de la providence a eu des répercussions significatives sur les mœurs et les habitudes des Tangériens. Outre le renvoi massif des prostituées de l'intérieur vers leur patelin après qu'elles aient purgé la durée de leur détention aux Arènes avec un seul pain sec et de l'eau froide comme pitance quotidienne. Les foyers avaient retrouvé leur sérénité. Les maris frivoles rejoignent tôt leurs enfants et découvrent leur deuxième moitié longtemps abandonnée à leurs casseroles »⁷.

Les loueurs de villas pour luxe connaissent un marasme mortel dans leurs affaires [...]. Actuellement ces locataires-loueurs bradent les meubles de l'indignation à travers les bric-à-brac de la ville pour subvenir aux frais du loyer du toit même de leurs enfants. L'argent du petit lait est dévoré par le macaque⁸.

Toutefois, alors même qu'elle s'extasie devant l'efficacité de la politique anti-prostitutionnelle de Hamdouchi, la presse s'inquiète du caractère indiscriminé des rafles organisées par le commissaire, regrettant qu'elles touchent à la fois la « pègre » et les « honnêtes gents » [*sic*], en d'autres termes, qu'elles n'opèrent aucune distinction selon l'appartenance sociale des individus :

Faire une rafle, personne n'est contre, surtout à Tanger. Cependant une distinction entre les individus est nécessaire. Pourquoi ne pas s'assurer au préalable à qui s'adresser et qui interpeller ? Le but d'une rafle est de débarrasser la ville de la pègre et des péripatéticiennes du trottoir. Or, *dans la plupart des rafles, de braves et honnêtes gens sont traités durement et avec malveillance alors qu'ils auraient dû être épargnés. Sincèrement, ils ne méritent pas le sort d'être froissés dans leur dignité et leur amour-propre*^{9 10}.

Ce n'est pas seulement la dignité des honnêtes gens que défend le journal, mais aussi des pans majeurs de l'économie locale, à savoir le divertissement nocturne et le tourisme. Dans un article intitulé « Bye bye Tangier by night », un « fils du terroir » déplore ainsi « le désastre économique et commercial qui s'abat impitoyablement sur la ville » et sur ses nuits festives, « paralysées au nom d'une certaine morale désuète, pernicieuse et partisane » et à cause d'un « assainissement qui évolue dans les directions erronées et insensées »¹¹.

La levée de boucliers provoquée par les pratiques du commissaire Hamdouchi, ce « justicier dont le nom fut béni dans certaines mosquées de la

l'affaire Tabit voir : Smolin, 2013. Sur la politique anti-corruption des années 1990 voir : Miller, 2013.

7. *La Dépêche de Tanger*, 18 novembre 1992.

8. *La Dépêche de Tanger*, 12 mars 1993, n°131.

9. Souligné par l'auteure (cela vaut également pour les italiques dans les citations suivantes).

10. « Rafle inutile », *La Dépêche de Tanger*, 18 novembre 1992. Toutes les italiques dans les coupures de presse sont de moi.

11. *La Dépêche de Tanger*, 11 janvier 1993, n°130.

ville » et dont les pratiques furent encore en 1996 décrites comme « diamétralement opposées à la mentalité pro-occidentale des Tangérois. »¹², finira par conduire à son limogeage un an et demi seulement après son entrée en fonction. Toutefois, la question des atteintes de la police aux libertés festives resurgit épisodiquement, suggérant la persistance de difficultés d'ajustement entre pratique policière et attentes de certains secteurs de l'opinion publique. En 1998, l'hebdomadaire rapporte ainsi les plaintes à ce sujet d'un MRE (Marocain résident à l'étranger) et commente :

Les citoyens et surtout les jeunes ont le droit de vivre et d'exprimer leurs sentiments. Mais quiconque accompagné du sexe opposé est embarqué au commissariat pour être entendu et payer une amende, c'est injuste. *Nos visiteurs ont le choix de dormir à 8h du soir ou être accusé de prostitution et incitation à la débauche.* Il y a certes des dépassements à l'encontre des droits fondamentaux de l'homme. Nous exigeons une police contre le zèle douteux de quelques policiers aussi¹³.

Quelques mois plus tard, invoquant la nécessité de « se mettre au diapason de la mondialisation notamment sur les droits de l'individu, hommes et femmes, à jouir pleinement de leurs droits élémentaires », le journal critique encore une « campagne des rafles qui continue de manière sauvage et *sans distinction entre les personnes ciblées* » et qui « a des incidences négatives sur le commerce et la liberté des citoyens »¹⁴.

Tout au long de la décennie qui va suivre, les pouvoirs publics au niveau local, régional et national multiplient les prises de parole soulignant leur volonté d'intégrer dans leurs pratiques ces exigences en matière de libertés individuelles. En 2005, c'est *Police Magazine*, publication bilingue des forces de l'ordre, qui, dès son deuxième numéro, ouvre le débat des libertés individuelles en matière de mœurs en posant la question : « La police a-t-elle le droit d'interpeller un couple dans n'importe quelle situation ? » Les journalistes (également agents de police) ayant, écrivent-ils, échoué à recueillir quelque réponse affirmative à cette interrogation, livrent la réponse, négative, de Latifa Jbadi, membre de l'Union de l'action féminine (UAF)¹⁵, qui se prononce contre « toute sorte d'interpellation d'un quelconque couple dans la rue »¹⁶. Jbadi suggère aussi que la sauvegarde des mœurs ne devrait pas ressortir de mesures pénales mais plutôt de moyens « nettement plus efficaces comme l'éducation, la sensibilisation et la vigilance. » Le problème est encore soulevé en 2014 lors du scandale provoqué par le comportement de la brigade féminine des mœurs de Marrakech, dont les agents, déguisées en « filles qui sortent », interpellent non seulement des prostituées mais aussi des jeunes filles de « bonnes familles » prises pour des prostituées en raison de leur tenue vestimentaire

12. Malika, « Colombo ne retournera jamais à Tanger. Le bourreau du tourisme à Tanger », *La Dépêche de Tanger* 17 mai 1996, n°152.

13. *La Dépêche de Tanger*, mars 1998, n°162.

14. *La Dépêche de Tanger*, octobre-novembre 1998, n°166.

15. Interlocuteur privilégié de l'État sur les questions féminines, cette association reconnue d'utilité publique a été l'un des acteurs de la transformation du code du statut personnel depuis les années 1980.

16. *Police Magazine*, mars 2005, n°2, p. 38-39.

légère. L'émotion est telle que la brigade en question sera dissoute. En mai 2011, répondant lors d'une conférence de presse à une question sur la nécessité d'assainir Tanger de la prostitution, le gouverneur M. Hassad¹⁷ souligne à la fois la diligence avec laquelle il fait remonter les plaintes citoyennes en la matière à la préfecture de police (et qui conduisent à la politique du chiffre abordée ci-dessous), et les « limites que suppose le respect des libertés individuelles dans ce genre d'affaires »¹⁸. Il met ainsi le doigt sur l'épineuse question de l'article 490 qui concerne l'ensemble des illégalismes sexuels (prostitution, fornication, adultère) mais oblige la police à départager entre les personnes auxquelles la loi doit s'appliquer et les autres.

Police des mœurs, police des féminités

Dans cette perspective, la répression policière conduit à gérer et à contrôler de manière différentielle les illégalismes sexuels : elle ne relève pas de la simple moralisation de l'espace public mais hiérarchise les féminités. Cette hiérarchie ne se fonde ni sur la norme de virginité, ni sur l'opposition entre espaces privé et public, traditionnellement lieux respectifs des « bonnes » et « mauvaises » féminités : les légitimités respectives des différentes manières de faire la fête au féminin sont étroitement corrélées au statut social des différents publics concernés. Si la présence dans l'espace du divertissement nocturne de certaines catégories sociales féminines est devenue légitime, celle des filles des milieux populaires de cette étude ne l'est pas. Un jour de juin 2009, alors qu'une campagne d'assainissement bat son plein¹⁹ dans le centre-ville de Tanger et que cela fait plusieurs jours que les jeunes femmes restent cloîtrées en pyjama dans l'appartement, une colocataire, décide de s'apprêter pour sortir, suscitant la réprobation générale :

Tu vas où espèce de pute habillée comme ça ?
Je sors. T'as un problème ?
T'es pas au courant ? Il y a une *hamla*
Je ne vais pas me trouver un client, je sors m'amuser (*ma kharjash n-dabar, ghada m'a grupo*)
Tu crois qu'ils vont faire la différence en te voyant ? Tu sors, tu sors (*kharja, kharja*).

Leur apprentissage de la négation qui leur est faite d'utiliser l'espace des loisirs sans que leur valeur personnelle et leur respectabilité ne soient discréditées prend racine dans la connaissance qu'elles ont des pratiques policières à l'égard des femmes de leurs classes sociales qui osent sortir mais aussi de la production d'opinion publique qui s'étale sur les journaux et qui leur est défavorable. Ainsi, les opérations ciblées contre des lieux de « débauche » répondent aux nombreuses plaintes « citoyennes » concernant la corruption des

17. Devenu par la suite ministre de l'Intérieur de 2013 à 2017.

18. 05 mai 2011 : <http://marocution.over-blog.com/article-point-de-presse-sur-l-etat-de-la-criminalite-dans-la-ville-de-tanger-73239305.html>

19. Cette campagne policière, excessivement longue aux dires des jeunes femmes, a eu lieu durant la campagne des élections municipales de 2009. Les thèmes de la moralité et de la probité y ont été de nouveau centraux, voir sur cette question : Catusse et Zaki, 2009 ; Smaoui, 2009.

mœurs que relaient la presse locale. Les campagnes de dénonciation par voie de presse peuvent se poursuivre sur plusieurs semaines avant de s'essouffler ou après avoir obtenu une intervention policière.

De concert avec le débat qu'elle introduit sur les libertés individuelles, la presse appuie donc l'introduction d'une distinction violente entre les femmes et leurs mauvaises ou bonnes pratiques liées à l'intime et au sexuel. Certaines campagnes de presse sont formulées en termes généraux, appelant par exemple la police à faire des descentes de vérification d'identité dans les « appartements meublés », accusés d'abriter des passes et de « donner asile aux individus recherchés par la justice ».²⁰ À une autre occasion, la brigade des mœurs est invitée à « assainir les quartiers de cette pratique répugnante, de ces types de Rachida, Latifa et autres dont le casier judiciaire très éloquent suffit à les expulser en dehors de la région pour les empêcher de souiller la moralité de la société et la saisie totale de leurs biens²¹ ». Les campagnes de presse plus ciblées visent souvent les mêmes quartiers et établissements. Du côté de la plage sont constamment pointés du doigt les balnéaires, le complexe résidentiel de Marbel et les immeubles de la zone ; dans le centre-ville, ce sont les salons de thé qui se trouvent dans une des rues dénommées des Diables²², comme le Café de Paris :

Il est temps d'effectuer des descentes d'assainissement de mœurs dans les salons du Café de Paris. Fréquentés par toute la pègre et les issus des bas-fonds de la région, ce salon vous donne l'impression d'être dans ces fumoirs asiatiques du début du siècle. Un marché où la chair humaine est bradée dans toute sa crasse et perversion. ... Nous invitons qui de droit à s'intéresser à ce lieu infeste, à ce rendez-vous de la débauche et du proxénétisme²³.

Contrairement aux arrestations auxquelles aboutissent les enquêtes et qui donnent lieu à des procès, l'interpellation dans le cadre de campagnes d'assainissement ne requiert pas de flagrant délit (échange monétaire, racolage ou ébats sexuels). Ce sont l'habillement et l'attitude de ces filles qui permettent aux agents de les identifier comme des prostituées. Ce travail de physionomie permet à la police d'éviter d'embarquer au poste des couples non mariés liés par une intimité non-prostitutionnelle. *Police Magazine* explique ainsi : « à bord d'une voiture de police de sécurité, nous avons emprunté les boulevards et les rues suspectes. L'apparence physique, l'heure et le lieu renseignent amplement sur les femmes qui s'adonnent véritablement au plus vieux métier du monde ».²⁴ C'est en des termes analogues que l'officier de la police judiciaire me décrit son travail :

20. *La Dépêche de Tanger*, 07 juin 2003.

21. *La Dépêche de Tanger*, 19 mars 2005

22. Un ancien quartier où se sont déployées durant plusieurs décennies certaines pratiques prostitutionnelles populaires (Kezari, 2008)

23. *La Dépêche de Tanger*, 11 juin 2005.

24. Le numéro dont est tirée cette citation est consacré au travail de la police au féminin et met en scène, dans un face à face, des femmes commissaires de police sortant sur le terrain (certainement ici pour les besoins de la publication) pour arrêter d'autres femmes identifiées comme prostituées : Hassan Hamidi, « La police en direct : Descente », *Police Magazine*, n°2, mars 2005, p. 24.

- On arrête sur base d'un flagrant délit et généralement à la suite d'une filature, ou on arrête sur base de critères physiques et comportementaux et qui relèvent de l'attentat à la pudeur.
- Quels sont ces critères physiques ?
- Déjà, y en a elles sont connues (*ma'rufîn*) et elles ont leurs lieux. On regarde la façon de se maquiller, de s'habiller, de marcher ainsi que les appels : les clins d'œil, la drague. On regarde aussi ce qu'elles ont dans le sac, si elles portent des préservatifs. Celle qui a plusieurs préservatifs est identifiable comme prostituée (*hadik li-haza l-protex raha ma'rufa*). Cela suffit à arrêter la fille et la faire passer en audience (entretien avec un officier de la police judiciaire, 2009).

Dans cette presse naissant dans les années 1990 où s'affiche une police résolvant des enquêtes à forte charge émotionnelle, concernant par exemple des tueurs en série ou la dégradation des mœurs et la prostitution,²⁵ se sont les femmes dans leur ensemble qui sont disciplinées mais plus particulièrement les femmes issues des classes populaires. Cette presse occupe de plus en plus le paysage médiatique et le mobilier urbain avec des trottoirs et des troncs d'arbres, sur lesquels les vendeurs étalent des quotidiens dont les couvertures sont barrées de manchettes en gros caractères surmontant les visages floutés des criminels ou de leurs victimes. Y apparaissent ainsi régulièrement affichées les photos de prostituées interpellées, entassées dans des fourgons de police, conduites au poste, étendues sur le trottoir en état d'ébriété voire marchant à moitié nues en sous-vêtements escortées par les agents les ayant arrêtées en flagrant délit. Ces images ne trompent personne : elles désignent les femmes des classes populaires. C'est un véritable acte de reconnaissance public et national qui est en marche. Le caractère indécent de ces images, qui auraient probablement été censurées il y a quelques décennies, est contrebalancé par le message conservateur qu'elles promeuvent. En effet, elles mettent en garde une frange de la société contre la dégradation des mœurs. Pour les filles de cette étude, ces images sont surtout un rappel de la menace d'arrestation et d'humiliation qui les guette en raison de leur mode de vie. Elles montrent les effets relatifs qu'a sur elles la dé-stigmatisation contenue dans l'approche victimaire du phénomène prostitutionnel entreprise par certaines associations ainsi que le rappel des libertés individuels évoqués plus haut.

25. Les discours sur les mœurs apparaissent notamment dans la presse durant les années 1990 lorsque se développe une presse non partisane (associée à aucun parti politique comme c'était jusqu'alors le cas de la presse marocaine) cherchant, au-delà de l'audience consacrée (éduquée, politisée et issue des classes moyennes supérieures), à toucher un large public alphabétisé ou à peine alphabétisé issus des classes populaires et moyennes. C'est le cas des différents titres tels que *Al-maw'id as-siyâsi*, *Al-muwasil as-siyâsi*, *Al-mi'ad as-siyâsi* qui pullulent sur les trottoirs des villes et développent un contenu – en dépit de l'occurrence « politique » dans les titres de ces hebdomadaires – uniquement axé sur les questions criminelles (mœurs, meurtres, sexualités « déviantes », délinquance). Ces débats vont se poursuivre tout au long des années 2000 avec l'explosion de titres de presse arabophones tels que *Al-ahdath al-maghibiya* qui accorderont une large place aux questions de mœurs. Ils culmineront de manière violente dans la décennie 2010 sous l'impulsion des réseaux sociaux. Sur la presse et le crime voir : Smolin, 2013.

L'action policière en chiffres

Le ciblage social se vérifie dans les rapports chiffrés que la police divulgue à la presse : ils sont encore spectaculaires au début des années 2000 et régressent considérablement la décennie suivante. En 2001, la *Dépêche de Tanger* soulignait :

La campagne d'assainissement bat son plein. Chaque soir les brigades des mœurs raflent jusqu'à 300 filles de joie, toutes étrangères à la ville. Les geôles de la police étant regorgées [*sic*], on les entasse même dans les couloirs avant de les présenter au parquet pour répondre de leur délit d'incitation à la débauche comme stipulé dans les textes²⁶.

En 2003, la *Dépêche*, toujours, rapporte qu'en deux mois, pas moins de « 878 filles de joie et 33 proxénètes ont été traduits devant la chambre correctionnelle », chiffre qui, à en croire le journal, constituerait seulement « 50% des mis en cause arrêtés par la police » durant cette période²⁷. L'ampleur de la répression est encore confirmée, la même année, lorsque « plus de quatre cents prostituées » sont arrêtées et présentées devant le substitut du procureur général lors d'une série de campagnes d'assainissement²⁸. Au début de la décennie 2010, chaque campagne ne se solde généralement plus que par une dizaine, ou tout au plus quelques dizaines d'arrestations²⁹. De même, la baisse considérable du nombre d'interpellations lors des campagnes d'assainissement s'accompagne d'une diminution du nombre d'affaires présentées au tribunal. Si en 2009, on évoquait 404 affaires à Tanger, en 2014, ce chiffre ne s'élevait plus qu'à 80³⁰.

Les chiffres communiqués à la presse par la police reflètent donc une atténuation des mesures répressives en matière de mœurs, une tendance qui reflète elle-même une redéfinition des priorités de la police. Celle-ci semble influencée par des évolutions sociétales à savoir l'émergence d'un discours évoquant la prostitution du point de vue de la dignité humaine, un changement de focale qui expliquerait la mise en avant de la lutte contre la prostitution organisée au détriment de l'assainissement des mœurs. La diminution des efforts consacrés à l'assainissement reflète le fait que la prostitution dans sa dimension racoleuse a perdu de son importance, discursivement parlant, en

26. *La Dépêche de Tanger*, 01 août 2001, n°195. L'année suivante, le même journal se réjouit qu'« une centaine de prostituées raflées en flagrant délit de racolage (...) ont été présentées au procureur du Roi » : *La Dépêche de Tanger*, 15 mai 2002, n°212.

27. *La Dépêche de Tanger*, 04 octobre 2003.

28. « Tanger : Prostituées et proxénètes, tous en prison », *Aujourd'hui le Maroc*, 11 décembre 2003 : <http://aujourd'hui.ma/societe/tanger-prostituees-et-proxenetes-tous-en-prison-3711>

29. Jaoued Aziz, « Tanger : interpellation de 12 prostituées au cours d'une campagne d'assainissement menée dans les rangs des réseaux de prostitution », in Yabiladi, 14 mai 2012 : <http://aryabiladi.com/articles/details.html> ; Saïd Qadrî, « Une campagne policière contre la prostitution donne lieu à l'arrestation de 16 prostituées à Tanger », *Al-Khabar*, 25 novembre 2014, n°1068.

30. En 2010, on dénombrait 324 affaires de ce type, 300 en 2012, et 100 en 2013. Omar BENCHAIIB, « Tanger attire les prostituées de tous les coins du Maroc », *Alyaoum24*, 24 janvier 2015 : <http://www.alyaoum24.com/255197.html> ; Najat Faïssal, « Tanger : baisse de 8% de la criminalité en 2010 », *Aujourd'hui le Maroc*, 09 mai 2011 : <http://www.maghress.com/fr/aujourd'hui/82355>

tant que véhicule de démonstration de la moralisation générale de l'espace public. La moralisation de la décennie actuelle semble passer désormais par la sécurité de la ville et, partant, par un renforcement du travail policier axé sur le rappel non pas de l'ordre moral mais de l'ordre social. (Fassin, 2015). Les discours médiatique et policier mettent ainsi en avant les affaires de délinquance essentiellement masculine et de criminalité urbaine (trafic de drogue, vols avec violence, port d'armes blanche). Si les rafles massives ne concernent plus les prostituées, elles sont en revanche d'actualité s'agissant de la petite criminalité juvénile et masculine.

Bien sûr, l'apparente diminution de la fréquence et de l'ampleur des arrestations ne signifie pas leur disparition, et le caractère erratique de l'action policière suscite l'incompréhension des filles concernées. Celles-ci avancent diverses explications, telles que la volonté de la municipalité d'éloigner les prostituées des nouveaux businessmen arrivés en ville avec la multiplication des projets industriels et commerciaux, qui se sentiraient harcelés, ou le souci de préserver les apparences en prévision de visites royales. L'important ici n'est pas la valeur explicative de ces interprétations : c'est le fait que, pour les filles, l'intervention de la police est un événement sporadique mais néanmoins angoissant. L'angoisse est d'autant plus grande qu'elles se savent être les principales et uniques cibles de ces arrestations comme.

L'institution policière sature la pensée et les discussions des jeunes femmes et son pouvoir de nuisance construit l'approche déviante qu'elles ont de leur propre sexualité - tarifée ou non - et qui facilite la reconnaissance par le regard dominant de « la fille précaire en tant que prostituée ». La police dicte, en suscitant une peur permanente, leur rapport aux hommes, aux autres et à la ville : sortir se prostituer, sortir s'amuser ou sortir faire les deux c'est sortir en sachant que la mobilité se fait dans l'illégalité et qu'à tout moment le pouvoir peut contraindre et qu'il contraint davantage les femmes que les hommes et davantage les femmes issues des classes populaires que les autres. La liberté de mouvement des femmes de cette enquête est une liberté qu'elles arrachent en sachant la violence d'état et la violence sociale qu'elles encourent.

Dans le travail physionomique qu'entreprennent les policiers ainsi que les Marocains, en tant que commentateurs et producteurs de sens commun sur leur société, les « bons » comportements intimes seront associés aux femmes dont l'apparence physique donne des indices d'une « bonne » appartenance sociale qui les dispense donc de soumettre de façon flagrante l'intime à l'économie. Les « mauvais » comportements seront quant à eux associés aux femmes dont on suppose, de par leur apparence physique, le dénuement social et la nécessité de subordonner l'intime à la transaction marchande. La lecture des corps féminins est soumise à une lecture sociale où la propriété de soi (Castel, 1995) que rend possible l'appropriation de son corps, de sa sexualité et de sa valeur passe par la légitimation d'un statut et d'une existence sociale. L'appartenance rend admissible l'existence d'une intimité aux yeux d'une loi qui a le pouvoir discrétionnaire de criminaliser ou de fermer les yeux sur les infractions morales.

Les filles du soupçon : divertissement respectable vs prostitution

Comme j'ai pu le constater lors de mon travail de terrain, l'insistance croissante sur le respect des libertés individuelles dans le traitement policier des questions de mœurs se traduit en pratique par une distinction entre citoyennes « respectables » qui souhaitent jouir des possibilités qu'offre l'économie du divertissement nocturne, et ces féminités transgressives dont les activités festives sont difficilement séparables de leurs motivations économiques, à savoir la prostitution. À de rares occasions, alors que je rentrais de soirée en taxi ou à pied, seule ou avec des amis masculins, des policiers ont contrôlé mon identité. Sans me poser aucune question, ils jaugeaient mon physique, ma manière de parler puis regardaient ma pièce d'identité (passeport français ou pièce d'identité marocaine délivrée par le consulat marocain de Marseille et attestant de mon appartenance à la diaspora), avant de me laisser passer. À une reprise, la bienveillance des policiers provoqua la surprise du chauffeur de taxi, qui, avant le contrôle, se disait certain que j'allais être embarquée parce que j'étais accompagnée d'un homme. On me laissait aussi passer lorsque, alors que je résidais au cœur du quartier des Diables, je refusais de montrer mes papiers au policier, expliquant que j'habitais dans un bâtiment voisin. Je n'eus pas davantage de problèmes lorsque, voyant un agent s'approcher de moi, je pressais le pas, feignant de ne l'avoir ni vu ni entendu me demander de m'arrêter et m'engouffrait dans le hall de mon immeuble qui se trouvait non loin d'un carrefour surveillé jour et nuit. Passée la première année de mon terrain je n'étais plus jamais contrôlée.

Je mesurais évidemment là le traitement favorable dont je jouissais en tant que membre de la diaspora mais aussi d'un univers féminin respectable. Respectable je l'étais de par la possession d'un ensemble de capitaux (économique, social, culturel et symbolique) que rendait évident aux autres un habitus de classe témoignant de ma valeur personnelle. Ce n'était pas le cas des filles dont j'étudiais les pratiques sexuelles et culturelles et dont les techniques corporelles (manières de porter les vêtements, d'interagir face à l'ordre) plaçaient d'emblées dans la catégorie de filles des classes populaires. Une fille de milieu populaire dehors en pleine nuit est irrémédiablement associée à la prostitution. Lorsque je les accompagnais en soirée, je rentrais rarement en leur compagnie, soit parce qu'elles repartaient avec des clients, soit parce que j'étais rentrée plus tôt afin de ne pas gêner leur activité par ma présence. Une des rares fois où nous retournâmes ensemble à la maison, nous fûmes arrêtées par les policiers :

Nous sommes, deux de mes colocataires et moi-même, en voiture avec deux garçons rencontrés en discothèque qui ont proposé de nous raccompagner. Ni les filles ni les garçons n'ont l'intention de prolonger ensemble la soirée pour des passes. Il s'agit d'une invitation à nous raccompagner amicale. L'ambiance est encore à la fête avec la musique, les blagues et les rires. Peu avant d'arriver à destination, deux agents de police nous arrêtent. L'un d'eux lance un regard furtif à l'arrière de la voiture et, y voyant trois jeunes filles, affirme aux deux hommes que nous allons aller au poste. Le conducteur explique que nous sommes de la famille et que nous revenons de « soirée sans plus » (*qasarnâ wu safi m'a l-'aïla*). Un des agents demande nos papiers, les deux filles me pressent de donner mon passeport. Je l'avais préparé et le dégaine aussitôt. Ma voisine me l'arrache et le passe avec empressement

au conducteur. L'autre me félicite : « Bravo, tu l'as pris avec toi. Ne l'oublie jamais ». L'agent se rapproche de la fenêtre arrière, me regarde, sourit puis revient à la fenêtre avant baissée pour se mettre à mon niveau, me regarder et m'interroger sur ma ville de résidence en France et les raisons de ma présence au Maroc. Forçant sur mon accent *zmagri* (« émigré »), je réponds que je suis venue « rendre visite à la famille et aux amis ». Le policier se contente dès lors de contrôler les papiers du conducteur, sans même vérifier ceux des autres filles et du passager masculin. L'agent nous invite à partir et rappelle au conducteur de bien mettre la ceinture qu'il ne portait pas, une infraction que le policier n'avait même pas relevée au moment de l'interpellation (2008).

Cette interaction révèle, dans le chef des policiers, la reconnaissance d'une distinction entre la « citoyenne » que je suis et les « sujets » que sont mes accompagnatrices (Fassin, 2015), terrifiées à l'idée d'être reconnues comme des « putes » et de risquer la garde à vue. C'était en tout cas le cadre dans lequel le policier avait décidé de nous faire entrer puisque les infractions au code de la route ne sont pas sa priorité. Ce sont les infractions aux lois morales qui l'intéressent et qu'ils suspectent pouvoir relever en jugeant très rapidement le corps et l'esthétique des filles. On remarquera que lors de cet incident, l'agent de police ne m'a pas demandé ma carte nationale marocaine, contrairement à la pratique qui prévaut systématiquement lors du passage de la frontière par les Marocains possédant une deuxième nationalité. Ce que nous pouvons retenir de cette différence c'est que, dans ce contexte de contrôle policier des mœurs, l'appartenance à la nation marocaine compte moins que l'appartenance à des univers sociaux privilégiés et moralement libéraux. C'est ce que souligne une de mes accompagnatrices lorsqu'elle me fait part d'une de ses arrestations avec une fille en me disant que les policiers savent toujours qui arrêter :

La police m'a arrêtée deux fois ce mois-ci, une fois en boîte : ma copine s'était disputée avec le videur, et le propriétaire a appelé la police et on a passé la nuit au commissariat. L'autre fois c'était avec Maha, on était avec des mecs et ils nous ont arrêtées, même si c'était un peu tôt, mais ils ne nous ont pas accusées de débauche avec l'autre sexe (*fasâd m'a rjâl*)

Comment ils ont appelé ça ?

Incitation à la débauche (*tahrîd 'alâ l-fasâd*). C'est comme si tu incitais l'homme à venir vers toi.

Et ils t'ont arrêtée où ?

Dans la rue. S'il te trouve dans ce genre de situations ils peuvent t'accuser de ça. Mais ils savent ce qu'ils font, ils savent qui ils doivent viser. Et là, on a eu de la chance car il était encore tôt sinon c'était le poste (2009).

Légitimées par le script de la lutte contre l'immoralité, l'interpellation et l'arrestation font donc œuvre de rappel à l'ordre social, enjoignant les filles à connaître et à tenir leur place dans cet ordre. La logique de classe qui régit la dénonciation des plaisirs juvéniles par la presse est illustrée par la manière dont la presse locale, dont on connaît le souci de protéger les « honnêtes gens » des excès policiers, ne s'embarrasse pas de nuances lorsqu'elle s'en prend aux divertissements des jeunes populaires, même lorsqu'ils n'ont pas grand chose à voir avec la prostitution. Durant les années 2000, le quotidien local *La Dépêche de Tanger* s'attaque ainsi régulièrement aux petits restaurateurs de la plage d'Achakar sur la côte atlantique, un lieu que, comme une bonne partie de la jeunesse de la ville, nous fréquentions avec les filles pour nous baigner,

manger et fumer en toute tranquillité en regardant le soleil se coucher : « Du côté d'Achakar près du restaurant « Sol » la nuit donne lieu à tous les vices et les perversions. Des jeunes garçons et filles s'adonnent en toute liberté à la consommation du hachich »³¹.

Comparer la rhétorique délatrice des journalistes et l'expérience des filles révèle comment la première enferme dans le registre prostitutionnel (moral) des pratiques qui sont vécues par les intéressées sur le mode de l'aventure, de la frime et de la drague – des valeurs modernes intériorisées par les filles, mais qu'on leur dénie au nom d'une conception sélective de l'ordre moral. Durant mon terrain, par exemple, mes colocataires prennent l'habitude de louer des voitures à la journée. Les virées passées, et celles à venir, emplissent les conversations. S'il s'agit avant tout de prendre du bon temps entre copines, la location de voiture est également l'occasion de rencontres amoureuses, furtives ou de plus longue durée. Certaines rencontrent ainsi celui avec lequel elles vont se stabiliser et mettre un terme à leur professionnalisation prostitutionnelle. Toutefois, certains entrepreneurs de morale font pour leur part une interprétation univoque de la location de voiture par les filles qu'ils n'identifient *que* comme prostituées, n'y voyant qu'une simple et nouvelle tactique de racolage :

Les putains ont trouvé une nouvelle technique de racoler leurs clients. Elles louent des voitures les vendredis et samedis et puis viennent rôder autour des hôtels classés là où le gibier ne manque pas. Mais ce que le renard a étudié le chien aussi l'a étudié. Dernièrement la police a repéré une nana motorisée et la prennent en filière [*sic*]. Se sentant traquée elle s'engouffre dans la clinique du Croissant Rouge. Non découragés les policiers entre dans cette clinique et de là elle est arrachée en dépit de sa résistance et ses insultes³².

Par petits groupes de deux à trois, à pieds ou en voitures de location, des jeunes prostituées racolent leurs clients en ville, dans les parages voire dans d'autres villes comme Azilah et Tétouan. La passe est de 100 Dhs le coup et 250 Dhs à partir de minuit en BB. Leurs caractéristiques : belles frimousses, voleuses allergiques au savon et sans domicile fixe [*sic*]³³.

Les filles ne sont pas dupes quant aux raisons pour lesquelles on les pourchasse et les dénonce tandis que d'autres, pratiquant des divertissements similaires et entretenant des relations sexuelles hors mariage, ne sont pas inquiétées. En d'autres termes, elles ont conscience du caractère « politique », plutôt que « légal », de leur interpellation, c'est-à-dire du fait qu'elles peuvent être arrêtées non pour ce qu'elles ont fait, mais pour ce qu'elles représentent : non pas des filles qui ont des désirs d'amusement bien qu'elle soient contraintes, pour des raisons économiques, de se prostituer, mais des filles pauvres réduites à la seule capitalisation de leur sexualité ; des filles « dépuce-
celées » ou « trouées », pour reprendre le vocabulaire des récits des premières fois que livrent les principales intéressées sur leur entrée en sexualité, et donc sans valeur personnelle. « Aucune fille au Maroc ne peut dire qu'elle est encore vierge », répétait souvent avec rage l'une d'entre elles laissant entendre combien les filles de « son genre », qui sortent se faire de l'argent mais articulent leurs

31. *La Dépêche de Tanger*, 26 juin 2004.

32. *La Dépêche de Tanger*, 04 octobre 2003.

33. *La Dépêche de Tanger*, 07 juin 2008.

vies aux valeurs positives que véhiculent la société (savoir se divertir, savoir consommer, être autonome), sont à la merci du pouvoir discrétionnaire d'une police des mœurs adoubee par une société perpétuant les lignes de classe dans un discours moral à géométrie variable. Au fil de leur expérience hybride dans l'économie intime (amusement et prostitution), les filles prennent conscience des motivations de leur arrestation : leur positionnement social bien plus que leur immoralité l'explique. Toutefois, même si elles insultent les policiers, il est difficile pour les filles d'articuler une critique d'un ordre qui prend appui sur la morale religieuse et l'idéologie de l'institution familiale. C'est en privé, en des moments d'intense désespoir, qu'elles dénoncent l'inégalité d'une situation où elles ne sont pas laissées en paix comme les autres en raison de leur précarité, de leur manque d'éducation et de leur inutilité sociale (pas de travail honorable). Il ne s'agit pas ici d'une revendication de libertés sexuelles ou d'une remise en cause des valeurs musulmanes du pays, mais d'un souhait d'être traité à égalité avec ces Marocaines qui sont autorisées à prendre certaines libertés avec les normes morales et ne souffrent pas d'une lecture stigmatisante quotidienne de leur usage festif de la nuit. Elles revendiquent le droit à vivre en paix, elles qui demeurent discrètes en attendant de trouver un moyen de « sortir de leur trou » (*nkhrej men had l-kukh*) et de trouver « un mec pour se planquer » (*n-lqa wahad fin n-tahsha*) (Cheikh, 2016) afin de moraliser, c'est-à-dire rendre respectables, leurs vies sociales :

Moi ce que je ne comprends pas c'est qu'ils font des *hamlât* contre la débauche et les putes mais moi je peux sortir et coucher avec personne, je peux sortir pour le divertissement, sortir parce que j'ai envie de boire des verres et c'est tout. Eux [entendre : la police et la société], ils ne comprennent pas et ça me met en rage. Je te jure. Ils m'énervent. Tu peux pas sortir parce que tu en as envie, tu sors parce que tu fais la pute. C'est ce qu'ils voient. (2010)

La pénalisation différentielle selon des critères d'appartenance sociale m'est par ailleurs apparue très clairement lors d'un événement que j'ai pu observer à Marrakech. Les filles à l'allure populaire, qui se promènent en groupe le soir et ne démontrent leur bonne moralité en restant cloîtrées chez elles ou en étant accompagnées de leurs familles, sont immédiatement suspectées et peuvent être embarquées même lorsqu'elles n'ont rien à voir avec le sortir. C'est ce qui arrive à une jeune fille que je rencontre à Marrakech via sa tante, une ancienne prostituée. J'assiste, le premier jour de mon arrivée chez cette dernière, à un véritable remue-ménage suite à l'arrestation de sa nièce, vierge et promise en mariage à un « garçon droit ». Ce jour-là, pour conjurer le mauvais sort, la famille organise une *sadaqa* (un couscous qui sera distribué en aumône aux pauvres et aux enfants du quartier est préparé) qui éveille les curiosités :

- Qu'est-ce qu'elle a Fadila, elle est malade au point de faire la *sadaqa* ?
- Oui, elle a la tension basse. Et puis elle t'a pas dit ? [...] Approche-toi d'elle *chuchote-t-on* qu'elle te raconte.
- J'étais à Ourika³⁴...
- Quoi ?

34. Lieu de villégiature située à une demi-heure de Marrakech dans l'Atlas.

- J'étais à la cave³⁵.
- À la cave, toi !! T'es encore pucelle.
- Crie pas comme ça, ferme-la! Les voisins pensent que j'étais juste à Ourika. Ils m'ont ramassé avec une copine vers Bab al-Mellah et avec d'autres filles. Je suis restée là-bas deux jours. Deux jours je suis restée assise sur mon cul et il me fait mal. Maintenant quand je me mets debout, c'est comme si je demandais qu'on m'encule. *Rires*
- *Mon hôte à moi* : Meriama tu sais, Fadila est encore vierge ; elle sort pas [entendre : elle ne se prostitue pas] elle a juste un petit copain et ils l'ont ramassée, ces fils de putes (2006).

Contrairement aux autres femmes présentes, dont la plupart pratiquent la prostitution de rue depuis plusieurs années, la nièce de mon hôte ne s'éternise pas et ne souhaite pas décrire son arrestation, qu'elle vit mal et qu'elle essaie d'oublier aussitôt en se purifiant. Elle évite de l'associer aux récits d'expériences avec la police que se mettent alors à livrer les autres femmes âgées rompues aux interpellations policières en tous genres : son interpellation en tant que vierge est inique et humiliante. Elle lui rappelle violemment qu'il est dans son intérêt de se marier rapidement pour rester du bon côté des féminités, ce à quoi l'enjoignent sa tante et sa mère, anciennes prostituées. L'expérience de l'injustice policière construit un rapport au droit sur le mode de la défiance. Aucune des avancées sur le statut des femmes dans la société marocaine dont il est tant question dans les médias ne convainquent les filles que j'ai rencontrées. Tout en reconnaissant que les « choses ne sont plus comme avant » et que la « télé parle davantage des problèmes des femmes », une de mes colocataires ironise à propos de ces dominants – nommés ici par « eux » et représentés par la presse – en nous faisant la lecture d'un article de journal parlant des droits de la femme. Leur défiance à elle et ses sœurs présentes n'a d'égal que l'intime connaissance qu'elles ont de leur place et du peu de protection sociale qu'impliquent en réalité ces initiatives :

- « Les droits de la femme ! » lit-elle sur le journal. Écoutez-moi ! poursuit-elle pour attirer notre écoute.
- Les droits de la femme, la femme elle n'a pas de droit ici au Maroc, rétorque une des filles.
- Eux, ils parlent des droits de la femme. Ils disent : « C'est un droit humain. Tout individu né libre, a le droit de vivre en paix, en sécurité... Tout individu a le droit de s'exprimer... »
- Ils écrivent ça mais après quand tu en as besoin, il n'y a plus rien.
- « le droit à l'expression... »
- Le droit à l'opinion, ils vont te la [entendre : la femme qui oserait exprimer une opinion] remettre à sa place avec une bonne gifle.
- Ils disent que c'est le ministre qui a écrit ça. Le droit, le droit. Ils nous prennent pour des idiots. (2009)

35. La cave désigne les cellules de garde à vue.

Conclusion

S'il n'existe pas de données chiffrées fiables sur la question, il est néanmoins plausible qu'en raison de la baisse des affaires de mœurs de manière générale, l'application de la loi concerne davantage les filles des milieux précaires que celles des milieux plus favorisés, qui semble surtout pénalisés, de manière opportuniste, pour punir indirectement l'activisme politique de certains. En effet, on a vu se multiplier ces dernières années, notamment après le déclenchement des révoltes arabes et du mouvement du 20-Février, des arrestations arbitraires de militants associatifs poursuivis pour des actes immoraux. C'est le cas en 2010 de la journaliste et militante Zineb El-Rhazoui, fondatrice du MALI (Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles) et du journaliste Ali Amar (auteur d'un livre à charge contre la monarchie) arrêtés ensemble dans l'appartement de la première et interrogés sur leur supposée relation intime³⁶. C'est aussi le cas en 2015 avec l'arrestation puis la libération d'un membre dirigeant du plus grand mouvement d'opposition islamiste marocain *Al-Adl wa al-Ihsan* accusé d'adultère³⁷ ainsi que la détention avec violence d'un autre journaliste qui est, quant à lui, condamné à dix mois de prison pour adultère et « préparation d'un local pour la prostitution ».³⁸ C'est le cas, plus récemment, en août 2016, dans le cadre d'une campagne pour les élections législatives mouvementée, de l'arrestation de deux leaders du mouvement religieux MUR (aile religieuse du PJD, le Parti islamiste à la tête du gouvernement)³⁹. Les exemples de condamnation pour mœurs impliquant des personnes des classes supérieures sont nombreux mais à chaque fois les raisons morales sont dites instrumentalisées et les affaires sont taxées de machination politique.

Bibliographie

- ALLAL Amin, 2009, « Le parachutage raté d'un héritier politique socialiste. La campagne USFP dans la circonscription de Tanger-Assilah », in ZAKI Lamia, *Terrains de campagnes au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala, p.75- 97.
- AMZAZI Mohieddine, 2013, *Essai sur le système pénal marocain*, Rabat, Centre Jacques-Berque.

36. « Maroc : la police harcèle deux journalistes indépendants », *Human Rights Watch*, 09 juin 2010 : <http://www.hrw.org/fr/news/2010/06/11/maroc-la-police-harc-le-deux-journalistes-ind-pondants>

37. Ces arrestations pour mœurs de militants politiques ont lieu alors que l'issue dramatique de la plupart des révoltes arabes renforce le régime marocain. Mohamed Ettayea, « Accusé d'adultère, Mustapha Errik d'Al-Adl wa al-Ihsan a été libéré », *Telquel*, 16 mars 2015 : http://telquel.ma/2015/03/16/accuse-adultere-mustapha-errik-al-adl-wal-ihsane-libere_1438531

38. Wadii Charrad, « Presse : la très controversée arrestation du militant Hicham Mansouri », *Telquel*, 20 mars 2015 : http://telquel.ma/2015/03/20/larrestation-du-militant-hicham-mansouri-sujette-controverse_1439271 Voir également : Maâti Monjib, « Traquenards et calomnies contre les dissidents au Maroc. Sexe, drogue, argent et vidéo. », *Orient XXI*, 30 mars 2015 : <http://orientxxi.info/magazine/traquenards-et-calomnies-contre,0847>

39. « Les amants du MUR cloués au pilori », *La Nouvelle Tribune*, 25 novembre 2016 : <http://Int.ma/amants-mur-cloues-pilori/>

- BUSKENS Léon, 2003, « Recent Debates on Family Law Reform in Morocco: Islamic Law as Politics in an Emerging Public Sphere », *Islamic Law and Society*, vol. 10, n° 1, p. 70-131.
- CASTEL Robert et HAROCHE Claudine, 2005, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi: Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Hachette Littératures coll. Pluriel, 208 p.
- CATUSSE Myriam et ZAKI Lamia, 2009, « Gestion communale et clientélisme moral au Maroc : les politiques du Parti de la justice et du développement », *Critique internationale*, n°42, p. 73-91.
- CAVATORTA Francesco et DALMASSO Emanuela, 2009, « Liberal outcomes through undemocratic means: the reform of the Code de statut personnel in Morocco », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 47, n° 04, p. 487-506.
- CHEIKH Mériam, 2016, « "Je cherche un garçon où me planquer" – L'économie intime au Maroc: entre soucis délirant de soi, prostitution et devenir adulte » in DUPRET Baudouin, RHANI Zakaria, BOUTALEB Assia et FERRIÉ Jean-Noël, *Le Maroc au présent: d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Casablanca, Editions de la Fondation Abdulaziz/Centre Jacques Berque, Coll. Dialogue des deux rives, 2016, p. 375-384.
- CHEIKH Mériam, 2015, *Devenir respectable. Une jeunesse populaire féminine au prisme de l'économie intime (Tanger-Maroc)*, Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles.
- CHEIKH Mériam, 2014, « L'économie intime : de la prostitution à une nouvelle éthique sexuelle au Maroc du XXI^e siècle », *Blog Farzyat*, <http://149.202.20.16/leconomie-intime-de-la-prostitution-a-une-nouvelle-ethique-sexuelle-au-maroc-du-xxie-siecle>
- DAOUD Zakya, 2007, *Les années Lamalif : 1958-1988 ; trente ans de journalisme*, Casablanca, Editions Tarik, 344 p.
- DIALMY Abdessamad, 1988, *Sexualité et discours au Maroc*. Casablanca, Afrique Orient.
- EL MASLOUHI Abderrahim, 2009, « La gauche marocaine, défenseure du trône. Sur les métamorphoses d'une opposition institutionnelle », *L'Année du Maghreb*, V, p. 37-58.
- FASSIN Didier, 2015, *La force de l'ordre : Une anthropologie de la police des quartiers suivi de La vie publique des livres*, Paris, Points.
- FISCHER Nicolas et SPIRE Alexis, 2009, « L'État face aux illégalismes », *Politix*, vol°3, n°87, p. 7-20.
- FOUCAULT Michel, 2001, *Dits et Ecrits, tome 2 : 1976 - 1988*, Gallimard, p. 1459.
- MERNISSI Fatima, 1979, « Virginité et patriarcat », *Lamalif*, n°107, juin-juillet, p. 24-30.
- MILLER Susan Gilson, 2013, *A History of Modern Morocco*, New York, Cambridge University Press, (version électronique).
- NAAMANE-GUESSOUS Soumaya, 1992, *Au-Delà de Toute Pudeur : La Sexualité Féminine Au Maroc*, Casablanca, Eddif.
- KEZARI Mona, 2008, « Calle del Diablo », *La Pensée de Midi*, "Tanger: ville frontière", n°23, 49-56.
- RUOLT Adolph, 1996 (1990), *Code penal annoté*, Dar Nachr Al-Maarifa, 622 p.

- SMAOUI Sélim, 2009, « La probité comme argument politique. La campagne du Parti de la justice et du développement à Hay Hassani (Casablanca) », in ZAKI Lamia, *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, IRMC-Karthala, p. 275-300.
- SMOLIN Jonathan, 2013, *Moroccan Noir : Police, crime, and politics in popular culture*, Bloomington, Indiana University Press coll. "Public Cultures of the Middle East and North Africa", 308 p.
- ZAGANIARIS Jean, 2013, « Entre libéralisation de la sexualité et exercice de la violence symbolique », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], p. 209-210.

